

Annexe 21 : Protocole de prise en compte des espèces par CNR dans le cadre de ses dragages d'entretien

La séquence « éviter, réduire, compenser » les impacts sur l'environnement concerne l'ensemble des thématiques de l'environnement, et notamment les milieux naturels. Elle s'applique, de manière proportionnée aux enjeux, à tous les dragages d'entretiens réalisés par la CNR sur son domaine concédé. Cette démarche s'inscrit dans la réalisation des fiches d'incidence dragage, qui sont réalisées préalablement à toute opération d'entretien, et validées par la DREAL, l'AFB, l'ARS et la DDT.

1. Evaluation des enjeux naturalistes

Une visite préalable au chantier est réalisée par un technicien environnement de la CNR et/ou un ingénieur d'ACM Environnement. L'objectif est de déterminer si le site présente ou non des enjeux environnementaux particuliers. Le cas échéant, un inventaire naturaliste complet peut être lancé un an avant le début envisagé des travaux, afin d'avoir un inventaire sur 4 saisons soit un cycle biologique complet.

Le choix peut aussi être fait d'adapter directement le projet de dragage en amont, dans le cas où le secteur présente des enjeux particuliers, afin de préserver les habitats ou les individus d'une espèce patrimoniale ou protégée.

2. Estimation des impacts potentiels

Les observations réalisées durant les visites préalables au chantier et/ou durant l'inventaire naturaliste, sont complétées par des cartographies des enjeux environnementaux (Natura 2000, ZNIEFF, réserves naturelles, espèces protégées...), des inventaires déjà réalisés, etc. afin d'évaluer les impacts bruts du projet au regard des enjeux environnementaux à proximité. Cette analyse des incidences du projet sur les différentes composantes environnementales est détaillée dans la fiche incidence dragage.

3. Proposition de mesures d'atténuation

A partir de l'analyse des impacts bruts du projet, il peut être nécessaire de mettre en place des mesures d'évitement et de réduction afin d'éviter au maximum l'impact du projet sur le milieu naturel.

- **Mesures d'évitement :** l'objectif est la modification du projet afin de supprimer un impact négatif identifié. Dans le cas des dragages, les mesures d'évitement sont principalement de l'ordre de l'évitement géographique. Cette mesure peut intervenir en anticipation dès la phase d'évaluation des enjeux naturalistes, comme évoqué précédemment, et consiste en l'adaptation du projet de dragage quand cela est possible afin de préserver le milieu naturel.
Les mesures d'évitement géographique peuvent aussi intervenir lors de la phase travaux : balisage préventif, mise en défens, dispositif de protection d'une station d'une espèce patrimoniale/protégée ou d'un habitat d'une espèce patrimoniale/protégée, etc.
Dans ces conditions, l'ensemble des travaux est réalisé en évitant les surfaces favorables à ces espèces et les risques que les travaux aient une incidence sur ces espèces protégées sont considérés comme nuls.
- **Mesures de réduction :** L'objectif est réduire autant que possible la durée, l'intensité et/ou l'étendue des impacts du projet qui ne peuvent pas être totalement évités suite à la mise en place des mesures de réduction. Dans le cas des dragages, cela consiste en l'adaptation du planning d'intervention (réalisation des travaux hors période de sensibilité des espèces cibles), de la mise en place d'un dispositif de lutte contre les espèces exotiques envahissantes, encadrement du chantier, pêches et captures de sauvetage, etc.

4. *Appréciation des impacts résiduels*

Après la mise en place de mesures d'évitement et de réduction, si le projet présente des impacts résiduels, un dossier de demande de dérogation pour destruction et/ou altération d'habitats d'espèces protégées peut être déposé à condition qu'il n'y ait aucune solution avec un impact moindre et que les opérations ne portent pas atteinte à l'état de conservation de l'espèce concernée (que l'on affecte des individus, des sites de reproduction ou des aires de repos).

Ainsi, le dossier de demande de dérogation pour destruction et/ou altération d'habitats d'espèces protégées contient :

- La justification et la présentation du projet
- La description de l'impact du projet sur la ou les espèces protégées concernées
- Les mesures d'atténuation et/ou de compensation
- Une conclusion sur le maintien dans un état de conservation favorable des populations des espèces concernées après application des mesures

5. *Définition des mesures compensatoires*

Les mesures de compensation ont pour but d'apporter une contrepartie aux effets négatifs notables, directs ou indirects du projet qui n'ont pu être évités ou suffisamment réduits. Elles sont mises en œuvre en priorité sur le site endommagé ou à proximité de celui-ci afin de garantir sa fonctionnalité de manière pérenne. Elles doivent permettre de conserver globalement et, si possible, d'améliorer la qualité environnementale des milieux. Afin de garantir l'efficacité de la mesure compensatoire, des mesures de gestion sont intégrées pendant une période adéquate.